

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 1er février 2024

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 24-35

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur



Décharge sauvage VILLEMORIEN

parcelle cadastrée OB 579
au niveau du lieu-dit "Val Jean de Neuville"
10110 VILLEMORIEN

Code AIOT : 0100038457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 janvier 2024 dans l'établissement Décharge sauvage implanté parcelle cadastrée OB 579 vers le lieu-dit "Val Jean de Neuville" 10110 VILLEMORIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Décharge sauvage
- parcelle cadastrée OB 579 vers le lieu-dit "Val Jean de Neuville" 10110 VILLEMORIEN
- Code AIOT : 0100038457
- Régime : autorisation illégale
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site mentionné suite à un signalement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Site illégal
- Déchets
- Brûlage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1	/	Mise en demeure de régulariser	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	1. Interdiction de pénétrer sur le site 2. Interdiction de tout nouveau apport 3. Pose de piézomètres 4. Brûlage		/	Arrêtés de mesures conservatoires	1. Sans délai 2. Sans délai 3. 3 mois 4. Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après signalement, l'inspection des installations classées a confirmé la présence d'une décharge sauvage sur la parcelle cadastrée OB 579 vers le lieu-dit "Val Jean de Neuville" 10110 VILLEMORIEN. Une activité de brûlage à l'air libre y a également été constatée.

Sans exploitant direct de l'établissement, l'inspection se retourne vers le propriétaire de la parcelle en tant que gardien de la chose au sens de l'article 1384, al 1 du Code civil :

"On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde."

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de l'Aube de prendre un arrêté de mise en demeure afin que l'exploitant régularise sa situation. Dans l'attente qu'il soit statué, l'exploitant cesse son activité et s'assure de l'impossibilité d'accès à la parcelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1
Thème(s) : Illégaux, Installation non autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.
Constats : L'installation visée par le présent constat est localisée sur la commune de VILLEMORIEN, parcelle cadastrée OB 579, coordonnées Lambert 93 : X: 797023 m, Y: 6776094 m d'une surface avoisinante les 2 700 m². L'inspection des installations classées a constaté sur cette parcelle : <ul style="list-style-type: none"> - un portail flanqué de pilier en béton ; le portail n'étant pas condamné (un cadenas, par exemple), il est aisé de l'ouvrir pour accéder au site et y déposer des déchets ; - plusieurs monticules de déchets inertes (pierre, gravats de chantier, tuile ...), des végétaux (notamment des sapins en cette période post – Noël, des déchets plastiques en faible proportion en comparaison du reste ; - plusieurs zones de brûlage à l'air libre, notamment une encore fumante où l'on peut constater les nappes métalliques de pneus L'inspection des installations classées conclut que cette parcelle constitue une installation de stockage de déchets. La nature exacte des déchets ne peut être déterminée avec certitude sans prélèvement, cependant, hors brûlage, aucun déchet dangereux n'a été constaté. Ce constat permet de caractériser a minima l'exploitation d'une installation de stockage de déchet non dangereux (ISDND), dont l'exploitation nécessite le dépôt d'un dossier d'autorisation au titre de la rubrique 2760-2.b et l'obtention d'un arrêté d'autorisation. L'exploitant n'a pas déposé de dossier d'autorisation, par conséquent, le site est illégal. En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, soit par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, soit en procédant à une cessation d'activité dans les conditions prévues au R. 512-39 du Code de l'environnement. Dans l'attente de cette décision, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète d'obliger l'exploitant à assurer la sécurité du site via une impossibilité physique d'entrer sur le site et suspendre tout dépôt de nouvelles matières. Ces mesures conservatoires doivent être mises en œuvre sous 1 semaine. Par ailleurs, il est imposé la pose de piézomètres (1 amont et 2 en aval) dont l'implantation sera déterminée par un hydrogéologue agréé. Cette mesure est à réaliser sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, avec conservatoires
Proposition de délais : 6 mois, 3 mois et sans délai

N° 2 : Brûlage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux , article 33 III (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols et de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté plusieurs zones de brûlage et notamment des restes de pneus calcinés (nappes métalliques) qui, a priori, devait servir à brûler les déchets verts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires interdisant tout brûlage sur le site
Proposition de délais : Sans délai